

Gaz de schiste - Les États-Unis entraînent d'autres États à leur suite

SOURCE : Le Devoir ; 3 septembre 2013 ; Le Monde

Dans la bataille que se livrent à travers le monde les partisans et les opposants au gaz de schiste, le vent semble tourner en faveur des premiers. Lundi 26 août, le gouvernement néerlandais s'est fait l'écho d'une étude du groupe d'ingénierie Witteveen Bos. Selon Henk Kamp, ministre des Affaires économiques des Pays-Bas, les résultats de cette enquête montreraient que les « réserves de gaz de schiste du pays pourraient être exploitées sans risque » et que des forages d'exploration sont nécessaires pour déterminer l'ampleur des ressources néerlandaises.

La veille, Pétrolia, chef de file québécois des hydrocarbures, avait fait sensation en annonçant son intention de fracturer par injection le sous-sol de l'île d'Anticosti, dans le golfe du Saint-Laurent, pour en extraire du pétrole de schiste. Et le 22 août, c'était l'Afrique du Sud qui avait indiqué qu'elle envisageait d'autoriser l'exploration du gaz de schiste d'ici à avril 2014. En septembre 2012, le pays avait déjà levé le moratoire interdisant l'exploration en matière d'hydrocarbures non conventionnels.

« Les États-Unis, en annonçant, il y a un an, que l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste leur permettait de viser l'indépendance énergétique d'ici dix ans, ont provoqué une prise de conscience chez certains pays, qui ont décidé de sauter le pas », analyse Jean-Philippe Tridant-Bel, directeur de l'activité énergie-environnement au sein du cabinet Alcimed.

En 2012, la production pétrolière des États-Unis, seul pays avec le Canada à exploiter commercialement les hydrocarbures non conventionnels, a augmenté de près de 14 % en un an. Du jamais vu dans la longue histoire pétrolière américaine. Un bond qui accrédite la prédiction de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), selon laquelle l'Oncle Sam deviendrait exportateur net de pétrole en 2020, dépassant l'Arabie saoudite.

Outre l'indépendance énergétique, le regain de compétitivité enregistré par les industries américaines énergivores, du fait d'un prix du gaz deux fois et demie inférieur à celui observé en Europe, conduit les dirigeants politiques de nombreux pays à ouvrir la porte au gaz de schiste. Et ce, malgré l'opposition de leurs opinions publiques et des scientifiques, inquiets des conséquences environnementales de la fracturation hydraulique.

Cette technique pourrait être à l'origine d'une pollution des nappes phréatiques, de l'air, des sols et des paysages. Le 23 juin, une étude du biologiste américain Robert Jackson a mis en évidence, dans le nord-est de la Pennsylvanie, une concentration très élevée de méthane dans les eaux souterraines prélevées autour des puits de gaz non conventionnels. En mars, une étude américaine publiée dans la revue *Geology* avait établi un lien causal entre la fracturation hydraulique et la survenue de tremblements de terre dans l'Oklahoma. La petite ville de Prague avait subi, le 6 novembre 2011, un séisme de magnitude 5,7.

Les scientifiques estiment que l'injection de liquides de fracturation usés dans le sous-sol est en cause. Ce mélange d'eau, de sable et d'adjuvants chimiques est régurgité par les puits, après la fracturation de la roche. Les risques de pollution de l'air sont également élevés. En avril 2012, une équipe de l'université du Colorado avait découvert de fortes concentrations d'hydrocarbures dans l'air ambiant du comté de Garfield.

Dans ce contexte, l'exemple britannique est un cas d'école. Affirmant que le Royaume-Uni ferait une « grave erreur » s'il tournait le dos au gaz de schiste, le premier ministre, David Cameron, a officiellement engagé son pays dans cette nouvelle course à l'or noir début août. « En Europe, tout le monde va regarder ce qui va se passer au Royaume-Uni », pronostique Thierry Bros, analyste à la Société générale.

« Ce pays a une longue histoire pétrolière et gazière, et il a également un poids au niveau de Bruxelles quant aux réglementations en matière de pétrole. De l'issue de son expérience dans l'exploration des gaz de schiste dépendra le basculement d'autres pays en Europe », estime M. Bros.

Après le Royaume-Uni

Plusieurs pays d'Europe ont d'ores et déjà donné leur feu vert à l'exploration de cette nouvelle manne pétrolière et gazière. C'est le cas de la Pologne, de l'Ukraine et de la Lituanie. Ces trois pays ont un point commun : ils veulent tous s'affranchir de leur dépendance énergétique au gaz russe.

La Roumanie, la Hongrie, l'Espagne, la Bosnie, mais aussi la Suède et le Danemark ont délivré des permis d'exploration. Hors d'Europe, la Chine, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Mexique, qui possèdent tous des réserves importantes, ont ouvert la voie à des forages de prospection.

Dans le camp des indécis se trouvent la Belgique, la République tchèque, l'Autriche ou l'Allemagne. La chancelière allemande, Angela Merkel, n'a jamais formulé d'opposition totale, mais répète souvent que l'absence de danger doit être démontrée et l'exploitation très encadrée. Une autorisation d'exploration dans une partie de l'Allemagne pourrait être délivrée en septembre.

Ce n'est pas le cas de l'Italie, de la Bulgarie ou de la France. Le nouveau ministre de l'Écologie, Philippe Martin, a affirmé, le 22 août, vouloir être le « rempart contre les vieilles lunes des marchands du temple du productivisme sans entrave », visant en particulier ceux qui veulent « faire du fric-frac dans notre sous-sol pour extraire du gaz de schiste ».

Mais pour M. Bros, de la Société générale, dans le cas où l'expérience britannique serait couronnée de succès, « la France serait contrainte de revoir sa position ». À l'horizon 2020, M. Bros estime que le gaz de schiste assurera environ 5 % de la consommation européenne de gaz.

Dans le camp du refus, on trouve aussi les pays dont les ressources en hydrocarbures conventionnels - la Russie ou les pays du Golfe par exemple - restent très importantes. Pour eux, de toute façon, exploiter les gaz et pétroles de schiste serait plus coûteux.